



## Réhabilitation de la toiture de la Préfecture de Haute Loire au Puy en Velay



**C.C.T.P.**

**Lot n°5**

**ELECTRICITE - COURANTS FAIBLES**

N° Dossier	23-2019
Date	19/03/2025
Phase	DCE
Indice	B



PRÉFET  
DE LA HAUTE-LOIRE

### MAITRE D'OUVRAGE

Préfecture de Haute Loire  
6 Avenue du Général de  
Gaulle  
43 000 Le Puy en Velay



### ARCHITECTE :

Agence La Cité  
3 Place Michelet  
43 000 Le Puy en Velay  
Tél : 04 71 05 61 87  
Mél : arch@agencela cite.com



### ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION :

GBA&CO  
4 Bd Georges Sand  
43 000 Le Puy en Velay  
Tél : 04 71 09 12 19  
Mél : gba@gba-eco.com



### BE FLUIDES :

GBA ENERGIES  
4 Boulevard Georges Sand  
43 000 Le Puy en Velay  
Tél : 04 71 09 12 19  
Mél : energies@gba-energies.com



### BE STRUCTURE :

SARL MERIGEON  
Centre artisanal de la Chartreuse  
43700 Brives Charensac  
Tél : 04 71 02 28 02  
Mél : bet.merigeon@wanadoo.fr

**Table des matières**

**1 Prescriptions générales ..... 3**

**2 Prescriptions particulières..... 3**

**3 Prescriptions particulières des travaux de décontamination du plomb..... 6**

**4 Prescriptions particulières des travaux susceptibles de provoquer des émissions de fibres d'amiante -**

**Sous section 4 ..... 7**

**5 Travaux préparatoires..... 9**

**6 Dépose/ repose câblage et équipements..... 10**

**7 SSI..... 17**

# 1 Prescriptions générales

Voir CCTP n°0

# 2 Prescriptions particulières

## 2.1 Généralités

Le présent descriptif donne une description générale des ouvrages.

L'entrepreneur adjudicataire du présent lot s'engage à exécuter tous les travaux nécessaires à la perfection des ouvrages, afin qu'ils présentent les éléments de durée, de stabilité et d'achèvement nécessaire, ainsi que la conformité en tous points aux règles de l'art et aux textes et règlements en vigueur

## 2.2 Classement du bâtiment

Établissement Recevant du Public de type W 3ème Catégorie

## 2.3 Liste des pièces écrites des lots techniques

### Pièces écrites :

- CCTP lot n°5 Électricité - Courants Faibles
- DPGF lot n°5 Électricité - Courants Faibles

## 2.4 Normes et textes réglementaires

L'entrepreneur devra se soumettre aussi bien pour la qualité du matériel que pour l'exécution des travaux :

L'ensemble des normes et règles en vigueur à la date de remise de l'offre, et spécialement :

- textes législatifs et réglementaires
- règlements de construction en vigueur
- code du travail - sécurité des travailleurs
- cahier des charges D.T.U. établi par le C.S.T.B. en vigueur à la date du marché
- normes françaises - règles acoustiques cahier C.S.T.B. avril 1976
- loi du 11 février 2005 applicable depuis janvier 2007 relative à l'accessibilité handicapé
- règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P.
- D.T.U. en vigueur, complété par tous les additifs édités à la date de la remise de l'offre et en particulier ceux applicables aux travaux considérés
- NFC 12.100 : Textes officiels relatifs à la protection des travailleurs.
- NFC 14.100 : Installations de branchement à basse tension.
- NFC 15.100 : Installations électriques à basse tension. Règles. (Juin 2003)
- NFC 17.200 : Installations d'éclairage extérieur
- NFC 20.010 : Degrés de protection procurés par les enveloppes
- NFC 20.030 : Matériel électrique à basse tension. Règles de sécurité
- NFC 32.201 : Conducteurs et câbles isolé au PVC
- NFC 32.321 : Conducteurs et câbles isolé pour les installations
- NFC 47.121 : Dispositifs de commande électrique automatique
- NFC 71.800 : Éclairage de sécurité
- NFS 61.930 : Systèmes de sécurité incendie
- UTE C 15.100 : Installations électriques à basse tension. Guides pratiques

**Règlement de sécurité contre les risques d'incendies et de panique dans les établissements recevant du public : DISPOSITIONS GENERALES**

### 2ème PARTIE : Règlement de sécurité

**Livre Premier - Disposition applicables à tous les établissements recevant du public :**

" Chapitre unique - Classement des établissements - Articles GN1 à GN14

**Livre Deuxième : Disposition applicables aux établissements des quatre premières catégories :**

" **Titre premier - Disposition générales**

- Chapitre 1 : Généralités - Article GE1 à GE10.
- Chapitre 2 : Construction - Article CO1 à CO61.
- Chapitre 4 : Désenfumage - Article DF1 à DF10.
- Chapitre 5 : Chauffage, Ventilation - Article CH1 à CH58.
- Chapitre 7 : Installations électriques - Article EL1 à EL23.
- Chapitre 8 : Éclairage - Article EC1 à EC15.
- Chapitre 11 : Moyens de secours - Article MS1 à MS75

### **3ème PARTIE : Instructions techniques**

- Instruction technique (I.T.) n° 246 relative au désenfumage dans les établissements recevant du public.
- Instruction technique (I.T.) n° 263 relative à la construction et au désenfumage des volumes libres intérieurs dans les établissements recevant du public.
- Instruction technique (I.T.) n° 248 relative aux système d'alarme utilisés dans les établissements recevant du public.

### **Règlement de sécurité contre les risques d'incendies et de panique dans les établissements recevant du public : DISPOSITIONS PARTICULIERES.**

#### **- Établissements de type W (Administrations, banques, bureaux). Articles W 1 à W 16**

#### **Norme SSI :**

- NFS 61 930 : systèmes concourant à la sécurité contre les risques d'incendie
- NFS 61 931 : Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) - Disposition générales
- NFS 61 932 : Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) - Règles d'installation
- NFS 61 933 : Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) - Règles d'exploitation et de maintenance
- NFS 61 934 : Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) - C.M.S.I. règles de conception
- NFS 61 935 : Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) - U.S. règle de conception
- NFS 61 936 : Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) - E.A. règle de conception
- NFS 61 937 : Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) - D.A.S.
- NFS 61 938 : Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) - D.C.M. / D.C.M.R. / D.C.S. / D.A.C.
- NFS 61 939 : Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) - A.P.S.
- NFS 61 940 : Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) - A.E.S
- NFS 61 970 : Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) - D.A.S.
- NF S 61- 950 : matériel de détection incendie
- NF EN 54 : Systèmes de détection et d'alarme incendie
- NF S 32-001 : Signal sonore d'évacuation d'urgence D.S.
- NF EN 60849 : systèmes électroacoustiques pour service de secours
- Fascicule FD S 61-949 : Commentaires et interprétations des normes NF S 61-931 à NF S 61-939.

## **2.5 Caractéristiques techniques et mise en œuvre**

### **2.5.1 Qualité et origine des matériels**

Le titulaire du présent marché devra présenter un échantillonnage complet des matériels utilisés. Il ne débutera la mise en œuvre qu'après accord du Maître d'ouvrage. Documentation complète accompagnée des caractéristiques techniques et des procès-verbaux.

### **2.5.2 Travaux au voisinage de canalisations**

L'entreprise du présent marché devra se conformer à la réglementation sur les travaux à proximité de canalisations enterrées (eau, gaz, électricité) ou de lignes aériennes. Elle devra faire les déclarations nécessaires auprès du distributeur local pour tous ses ouvrages en tenant compte de la réglementation et des exigences du distributeur.

2.5.3 **Mise en oeuvre**

Au cours de son étude, l'entrepreneur doit tenir compte de tous les plans et schémas fournis par le Maître d'œuvre et de ceux des corps d'états techniques afin de coordonner l'exécution y compris les plans et modificatifs fournis et réalisés en cours de chantier.

Les matériaux, les appareils et équipements seront installés conformément aux recommandations des fabricants, les avis techniques, les normes et la réglementation en vigueur.

2.5.4 **Concessionnaires**

Avant réalisation des travaux de branchement du bâtiment, l'entreprise du marché prendra à sa charge les démarches auprès des concessionnaires concernés pour accord définitif sur les principes définis dans le présent projet et les limites de prestations

Elle tiendra compte au niveau de la réalisation des remarques éventuelles formulées par ceux-ci et elle enverra un double du plan de principe de branchement approuvé à la maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage.

2.5.5 **Équipements et matériels situés en extérieur**

Toutes les visseries seront inoxydables.

La pénétration des câbles électriques sera effectuée avec goutte pendante et presse étoupe. Les traversées de parois seront réalisées avec étanchéité.

2.5.6 **Formation**

Il sera prévu une formation du personnel de l'établissement par les divers fabricants sur l'ensemble des équipements et des matériels installés par le titulaire sous la forme d'une session de 2 heures à programmer avec le personnel technique désigné par le Maître d'ouvrage.

L'entreprise fournira une attestation de formation avec le listing des personnes présentes.

2.6 **Réception des travaux**

2.6.1 **Réception**

Les réceptions seront prononcées selon la procédure prévue par le Maître d'Œuvre, si les résultats de fonctionnement et les contrôles de conformité ont été jugés satisfaisants en conditions d'exploitation. Elles ne peuvent donc être prononcées qu'après la première année d'utilisation réelle.

L'entreprise devra procéder aux essais et vérifications de fonctionnement des installations, et transmettre avant réception des travaux, les attestations d'essais de fonctionnement de l'AQC (ex-PV COPREC) pour avis au bureau de contrôle et BET Fluides.

Ces essais et vérifications sont à la charge du présent lot.

L'entreprise devra informer en temps utile le Bureau de Contrôle de la date de réalisation des essais et vérifications.

2.6.2 **Levée des réserves**

La levée des réserves aura lieu impérativement dans le mois suivant la visite des opérations préalables à la réception.

Elle ne sera prononcée que lorsque les modifications auront été effectuées et les nouveaux essais satisfaisants.

2.6.3 **Garanties**

Elle ne sera prononcée que lorsque les modifications auront été effectuées et les nouveaux essais satisfaisants.

La garantie comprend :

- le matériel
- les frais de main-d'œuvre et de déplacement
- tous raccords et réfection du fait de son intervention

La durée de garantie est de 2 années à compter de la date de réception définitive (sauf garantie étendue pour certains matériaux dans le présent descriptif).

Le titulaire du présent lot fournira en annexe de sa proposition une proposition de contrat d'entretien de 2 ans comprenant tacite reconduction de 1 an et indexation. Conception ou de mise en œuvre et su le bon fonctionnement de l'installation aussi bien dans l'ensemble et dans les détails.

La responsabilité de l'entrepreneur couvrira également, et dans les mêmes conditions, toutes les fournitures qu'il sous-traitera.

L'installateur s'engage à remplacer, réparer ou modifier, à ses frais, toutes pièces ou éléments reconnus défectueux de conception, de matériaux ou de construction pendant la durée de la garantie à dater de la mise en service avec, pour chaque pièce remplacée ou modifiée, un délai de garantie supplémentaire de 6 mois.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit, en fin de garantie, de constater l'état du matériel, contradictoirement avec les services de l'installateur pour en vérifier l'usure. Si celle-ci était anormale, l'entrepreneur s'engagerait au remplacement de celui-ci.  
L'entretien du matériel et des installations faisant partie du présent lot sera assuré par l'entreprise pendant la totalité de la période de la garantie, qui est d'une durée de 2 ans et prend effet à la date de la réception.

Toutefois, les incidents ayant pour cause les négligences des utilisateurs ou l'usure normale du matériel ne mettent pas en cause la responsabilité de l'entreprise.

Pour que la mise au courant du personnel puisse se faire normalement, l'entrepreneur mettra à disposition de l'utilisateur, le personnel nécessaire pour fournir les explications utiles à la conduite et à l'entretien de l'ensemble des installations et ce, jusqu'à pleine et entière satisfaction du Maître de l'Ouvrage, confirmée par écrit.

### **3 Prescriptions particulières des travaux de décontamination du plomb**

#### **3.1 Consistance des travaux**

Les travaux dûs au titre du présent lot comporteront :

- Les mises au point techniques à partir des documents joints au dossier marché
- L'élaboration d'un mode opératoire
- Les installations de chantier liées aux travaux de décontamination du plomb (SAS de décontamination du personnel)
- Les protections individuelles et collectives
- Le conditionnement des déchets à l'avancement des travaux
- La gestion et l'enlèvement de tous les déchets, débris et emballages provenant de ces travaux.
- Le nettoyage et la restitution des zones de travaux
- Démantèlement des installations de chantier, des confinements, des équipements, etc...
- La remise des DOE en fin de chantier

#### **3.2 Suivi médical des salariés**

L'entreprise devra justifier du suivi médical de ses salariés, l'ensemble du personnel intervenant sur le chantier bénéficiera donc de la surveillance médicale renforcée.

Les certificats médicaux des salariés impliqués préciseront qu'aucun ne présentera de contre-indications à réaliser des activités de décontamination de plomb.

#### **3.3 Mode opératoire de retrait plomb**

Un mode opératoire de retrait devra être établi par l'entreprise, préalablement à tous travaux liés au plomb ou à des matériaux en contenant. Il doit indiquer le lieu où sont prévus les travaux, leur nature, leur durée, les protections, tant collectives qu'individuelles, et le mode opératoire.

#### **3.4 Travaux de décontamination du plomb**

Les travaux de décontamination du plomb seront exécutés conformément à la réglementation en vigueur et aux préconisations relatives aux peintures au plomb de l'OPPBTP, de la FFB et de l'INRS.

#### **3.5 Protection individuelles**

Le choix des protections individuelles est à la charge de l'entreprise suivant son analyse de risque et le niveau d'empoussièrement de la zone confinée.

L'entrepreneur devra tenir à disposition l'ensemble des EPI nécessaires aux intervenants extérieurs devant entrer dans les zones de confinement.

Il va de soi que les intervenants extérieurs devront être formés à l'utilisation des EPI.

#### **3.6 Nettoyage et restitution des zones**

L'entreprise doit réaliser, avant la dépose des confinements, un nettoyage approfondi de la zone par aspiration.

Les aspirateurs utilisés doivent être équipés de système de filtration THE avec ensachage automatique des déchets.

#### **3.7 Gestion des déchets**

L'entrepreneur a en charge le tri, le conditionnement, l'enlèvement, le transport et l'élimination des déchets contenant du plomb.

Les déchets contenant du plomb (Hors gravats) seront ensachés à l'avancement du chantier.  
Ils seront stockés dans une zone préalablement définie. L'enlèvement des déchets sera programmé régulièrement pour éviter l'accumulation de déchets.

Le traitement et le stockage des déchets contenant du plomb dépendent de leur teneur en plomb lixivable et de leur nature.  
L'entreprise a à sa charge les tests de lixivation suivant les normes en vigueur  
De plus, elle doit déterminer la classe de déchets appropriée suivant la teneur en plomb en vue de leur retraitement en CET adapté.

Le transport des déchets sera réalisé suivant les règles en vigueur.

## **Prescriptions particulières des travaux susceptibles de provoquer des émissions de fibres d'amiante - Sous section 4**

### **Diagnostic amiante**

Suivant le rapport de repérage des matériaux et produits contenant l'amiante avant réalisation de travaux rédigé par DEKRA référence AMITRAV-E4075419-2401 en date du 06/02/2024, il a été repéré des matériaux contenant de l'amiante.

- Combles techniques:

- Doublage brisis au droit de l'horloge aile sud --> **Déposé au lot désamiantage**
- Sol local compresseur aile sud --> **Déposé au lot désamiantage**
- Conduit de ventilation aile est--> **Déposé au lot désamiantage**

- Combles aménagés:

- Doublage brisis --> **Doublages conservés**
- Joint mastic des fenêtres --> **Déposé au lot désamiantage**

**L'entreprise susceptible de réaliser les travaux, devra affecter sur chantier un personnel qualifié ayant suivi une formation amiante relative aux travaux de la sous section 4, suivant décret n°2012-639 du 4 mai 2012.**

### **Consistance des travaux**

**Ces travaux rentrent dans le cadre de la sous section 4 du décret n°2012-639 du 4 mai 2012 "Dispositions particulières aux interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels, ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante".**

Les travaux dus au titre du présent lot comporteront :

- Les mises au point techniques à partir des documents joints au dossier marché
- Une évaluation des risques d'exposition à l'amiante et estimation des niveaux d'empoussièrement et VLEP
- Élaboration d'un mode opératoire adéquat, suivant l'article R 4412-145 du décret n°2012-639 du 4 mai 2012.
- Les échafaudages réglementaires adaptés au site, ainsi que les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité du personnel
- Les protections individuelles et collectives
- La protection des ouvrages contigus et du matériel pendant les travaux
- La remise des DOE en fin de chantier

### **Qualifications des travailleurs**

Le candidat doit fournir avec son offre, toutes les attestations de formations et de compétences des travailleurs affectés au chantier, ainsi que tous les certificats d'aptitudes et les suivis médicaux des dites personnes.

### **Mode opératoire des travaux**

Un mode opératoire devra être établi par l'entreprise qui va effectuer les travaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante. Ce mode opératoire sera établi suivant les dispositions du paragraphe 2 de la sous section 4 du décret n°2012-639 du 4 mai 2012.

Il doit indiquer (Liste non exhaustive) :

- Le lieu et l'environnement des travaux, leur nature, leur durée, la quantité d'amiante concernée
- Une étude d'analyse des risques (Niveau d'empoussièrement généré par les travaux)
- Sa stratégie d'échantillonnage en collaboration avec un laboratoire certifié
- Liste du personnel affecté aux travaux et attestations de compétence des travailleurs
- Les modes opératoires
- Les protections, tant collectives qu'individuelles
- Les procédures de traitement des déchets

Ce mode opératoire sera transmis au médecin du travail, du comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de l'entreprise qui réalise les travaux, et transmis à l'inspection du travail et à la caisse régionale d'assurance maladie (CRAM) ainsi que, l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP) un mois avant le début des travaux.

Les prix unitaires de la DPGF doivent prendre en compte la totalité des coûts générés par le respect de ce mode opératoire

4.5 **Documents de référence liés aux travaux**

Les travaux seront exécutés conformément aux normes, règlements et textes en vigueur à la date d'exécution des travaux et notamment (Liste non exhaustive):

- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante
- Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif aux protections individuelles
- Arrêté du 8 mars 2013 relatif aux protections collectives
- Code de la santé public
- Guide INRS 6091 "Travaux de retrait ou d'encapsulage de MCA et campagne de mesures META de l'INRS

4.6 **Suivi médical des salariés**

L'entreprise devra justifier du suivi médical de ses salariés, l'ensemble du personnel intervenant sur le chantier bénéficiera donc de la surveillance médicale relative à l'amiante : radiographie pulmonaire et évaluation de la fonction respiratoire.

Les certificats médicaux des salariés impliqués préciseront qu'aucun ne présentera de contre-indications à réaliser des activités pouvant l'exposer à l'inhalation de fibres d'amiante (dans la limite fixée par la réglementation) et à porter un masque respiratoire.

4.7 **Protection individuelles**

Le choix des protection individuelles est à la charge de l'entreprise suivant sont analyse de risque et le niveau d'empoussièrement de la zone confinée et conformément à l'arrêté du 7 mars 2013.

**Néanmoins les demis masques à usage unique type FFP3 sont formellement interdit.**

L'entrepreneur devra tenir à dispositions l'ensemble des EPI nécessaires aux intervenants extérieurs devant entrer dans les zones de confinement (Maître d'œuvre, inspecteur du travail, etc...)

Il va de soi que les intervenants extérieurs devront être formés à l'utilisation des EPI.

Le traitement des déchets amiantés générés par les EPI est à la charge du présent lot

4.8 **Protections collectives**

Le choix des protections collectives est à la charge de l'entreprise suivant son analyse de risque et le niveau d'empoussièrement de la zone confinée et conformément à l'arrêté du 8 mars 2013.

La réalisation de ces confinements sera réalisée en relation avec la Maîtrise d'Œuvre afin de les adapter au contrainte de phasage et de respect du planning des travaux.

Cette prestation est implicitement incluse dans les prix unitaires de l'entreprise.

4.9 **VELP et mesure d'empoussièrement**

L'entreprise doit d'assurer du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle (VELP) de ses salariés exposés en fonction de son étude de risque et du niveau d'empoussièrement de la zone.

Elle devra tenir un registre des contrôles transmis au médecin du travail et au CHSCT conformément à l'article R 4412-102 du code du travail.

De plus, elle doit établir pour chaque travailleur une fiche d'exposition à l'amiante.

Le mesure d'empoussièrement et de contrôle de la VELP seront réalisés suivant une stratégie à la charge de l'entreprise définie avec un laboratoire accrédité. Les prélèvements et les analyses seront réalisée par ce même laboratoire. Ces mesures sont à la charge du titulaire du présent lot.

L'empoussièrement est mesuré suivant la méthode META.

Tout dépassement des seuils mesure d'empoussièrement et des VLEP entrainera un arrêt du chantier. l'entreprise devra en informer qui de droit et prendre, à ses frais, toutes les mesure correctrices nécessaires pour abaisser les niveau d'empoussièrement sous les limites règlementaires.

4.10 **Mesures d'empoussierements et stratégie d'échantillonnage**

Les mesures d'empoussierements et de contrôle de la VELP seront réalisés suivant une stratégie à la charge de l'entreprise définie avec un laboratoire accrédité. Les prélèvements et les analyses seront réalisés par ce même laboratoire.

MESURES ET PRELEVEMENTS :



L'entreprise doit prévoir toutes les mesures et prélèvements réglementaires en nombre adapté suivant la stratégie définie par un laboratoire accrédité et notamment :

- Contrôle atmosphérique du point 0 avant la prise en charge de la zone travaux
- Contrôles atmosphérique en cours de travaux dans la zone de travaux
- Contrôles atmosphérique en cours de travaux de l'environnement hors zone de travaux
- Contrôles atmosphérique au niveau des opérateurs
- Contrôles des eaux rejetés des installations de décontamination

De plus l'entreprise devra prévoir les mesures d'empoussièrement avant restitution de la zone de travaux à la fin des travaux de désamiantage suivant réglementation en vigueur.

#### METHODE DE MESURE :

L'empoussièrement est mesuré suivant la méthode META.

Tout dépassement des seuils mesure d'empoussièrement et des VLEP entrainera un arrêt du chantier. l'entreprise devra en informer qui de droit et prendre, à ses frais, toutes les mesures correctrices nécessaires pour abaisser les niveau d'empoussièrement sous les limites réglementaires.

Ces prestations sont implicitement incluses dans les prix unitaires de l'entreprise.

4.11

### **Nettoyage et restitution des zones**

L'entreprise doit réaliser, avant la dépose des confinements, un nettoyage approfondi de la zone par aspiration et un nettoyage par voie humide.

Les aspirateurs utilisés doivent être équipé de système de filtration THE avec ensachage automatique des déchets.

L'entrepreneur devra procéder, avant restitution, à un contrôle visuel des zones de travaux et des zones susceptibles d'avoir été polluées conformément aux normes en vigueur, puis délivrer au maître d'œuvre une attestation de contrôle.

De plus, l'entreprise fera réaliser des mesures d'empoussièrement des zones confinées par un laboratoire certifié.

Si les mesures s'avèrent favorables, l'entreprise pourra procéder à l'enlèvement des confinements suivant son mode opératoire.

Si les mesures s'avèrent défavorables, l'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires (nettoyage, filtration de l'air) et refaire ses mesures d'empoussièrement jusqu'à obtenir des mesures favorables. Dans ce cas l'entreprise ne pourra réclamer des suppléments de prix.

5

## **Travaux préparatoires**

Conformément à la loi du 31 décembre 1993 et à son décret d'application du 26 décembre 1994, L'Entrepreneur devra se conformer aux exigences du Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé et prendre en compte ses demandes, sans supplément de prix.

L'Entrepreneur devra inclure dans son offre les coûts des dispositions nécessaires au respect de la législation en vigueur dans ce domaine.

L'installation de chantier sera déposée et évacuée en fin de travaux.

5.1

### **Coffret de Chantier**

Il sera installé des coffrets de chantier IP 44-IK 08, type portatif, comprenant :

- 3 prises de courant 2P+T 10/16 A
- 1 disjoncteur différentiel 16 A-30 mA pour la protection des prises de courant,
- 1 arceau de protection,
- 1 dispositif de coupure d'urgence

L'alimentation des coffrets de chantier se fera par câbles U1000 R2V de section appropriée selon les conditions de pose et de contraintes locales.

*Mode de métré : Ensemble*

**Localisation :**  
Combles

5.2

### **Installation provisoire d'éclairage**

Fourniture et mise en œuvre de circuits d'éclairage normal par l'intermédiaire de guirlandes LED, alimentées en 230 V. La distribution de l'éclairage normal devra être complétée par une installation d'éclairage de sécurité composée de blocs autonomes d'éclairage de sécurité.

Pour l'ensemble, l'alimentation des circuit d'éclairage se fera par câbles U1000 R2V de section appropriée selon les conditions de pose et de contraintes locales.

*Mode de métré : Ensemble*

**Localisation :**  
Combles

5.3

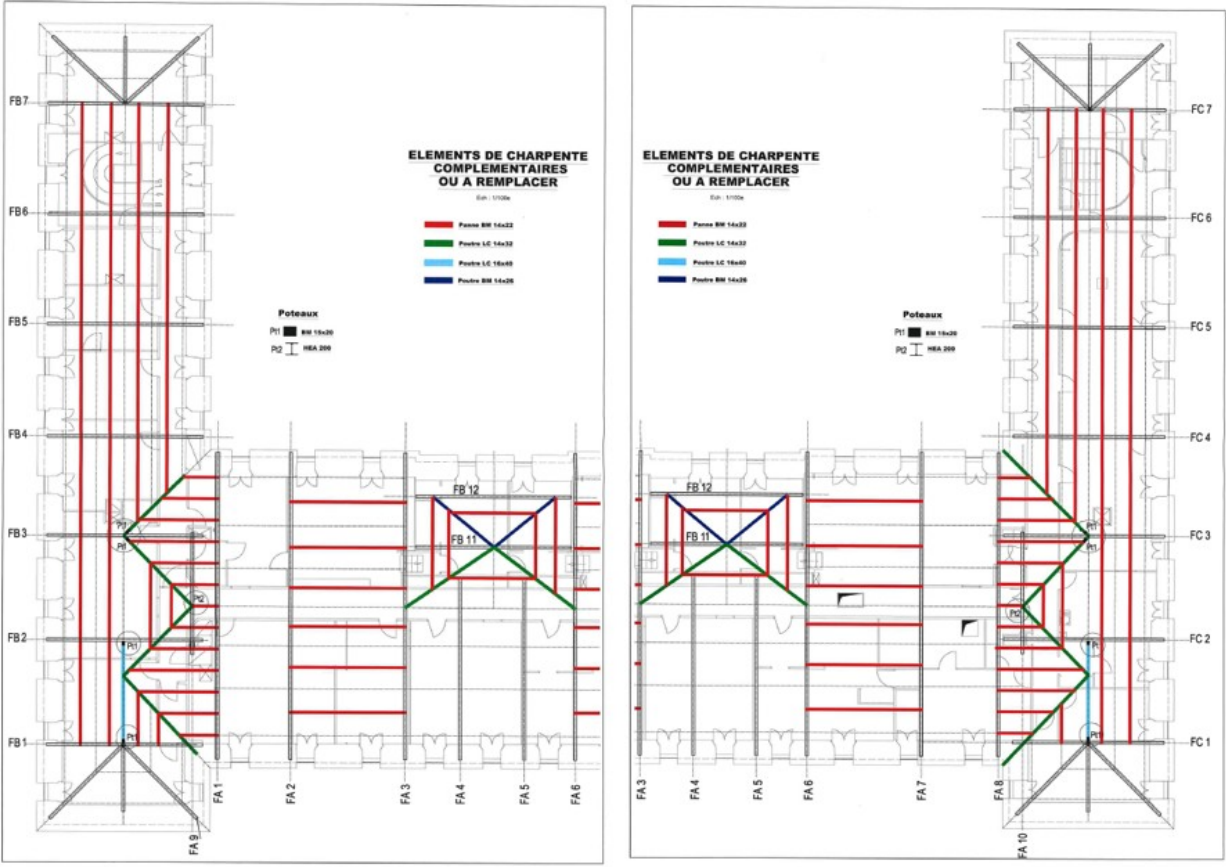
**Alimentation provisoire centrale incendie de chantier**  
  
L'entreprise titulaire du présent lot aura à sa charge l'alimentation provisoire de la centrale incendie de chantier.

Mode de métré : Ensemble

6

Dépose/ repose câblage et équipements

Pour connaître la position des repères des pièces de bois qui vont être renforcés ou remplacés, se reportés au plans DCE Structure du BET MERIGEON



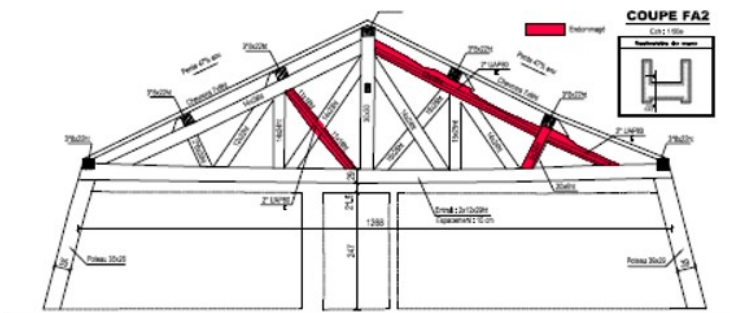
6.1

Dépose/ repose des équipements et des réseaux

Afin de pouvoir effectuer les renforts de structure et le remplacement de certaines pièces de bois, L'entreprise titulaire du présent lot aura à sa charge le dégraphage des réseaux cfo cfa. Une fois le renfort ou la pièce de bois changé, l'entreprise devra prévoir de refixer correctement les réseaux à la charpente.

Lors du remplacement de la pièce FA8, l'entreprise aura à sa charge la consignation électrique, la vidange du cumulus, l'isolement du réseau EC et EF, la dépose du cumulus et la repose, et la réalimentation du cumulus, compris modification réseaux si nécessaire.

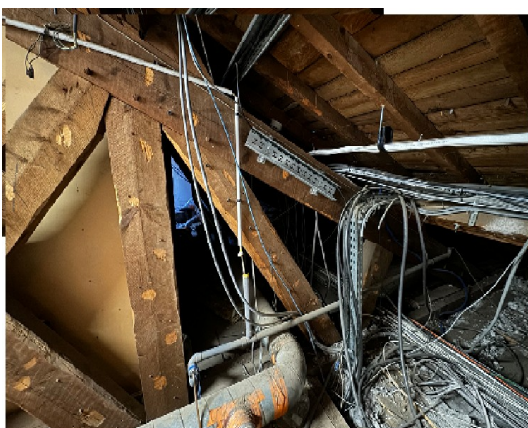
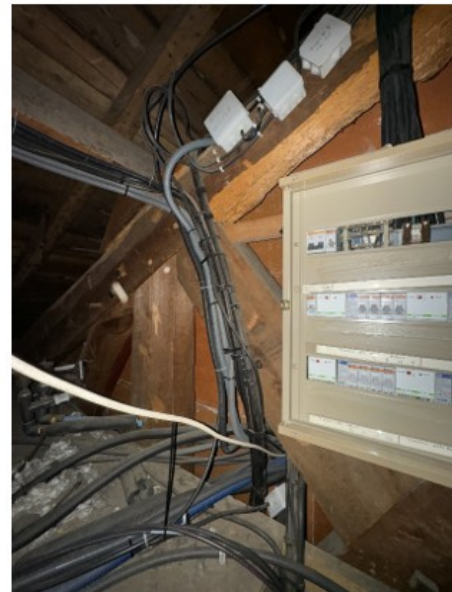
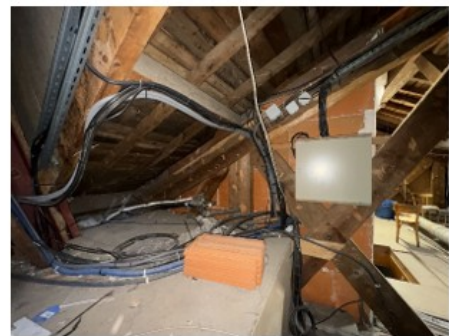
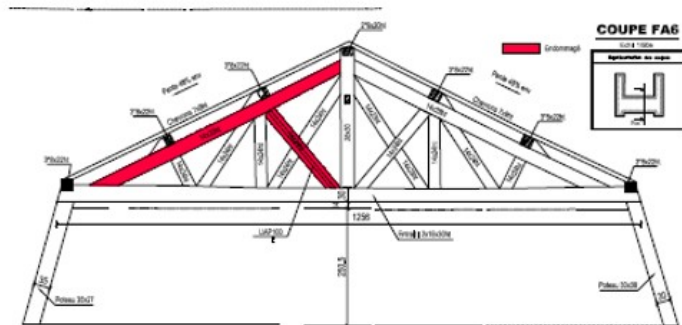
### 6.1.2 Repère Pièce de bois FA2



**GBA**  
Énergies

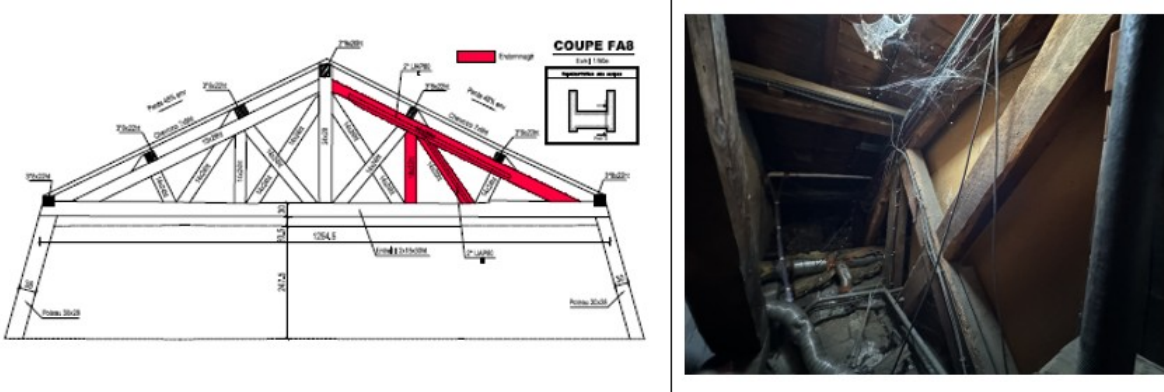






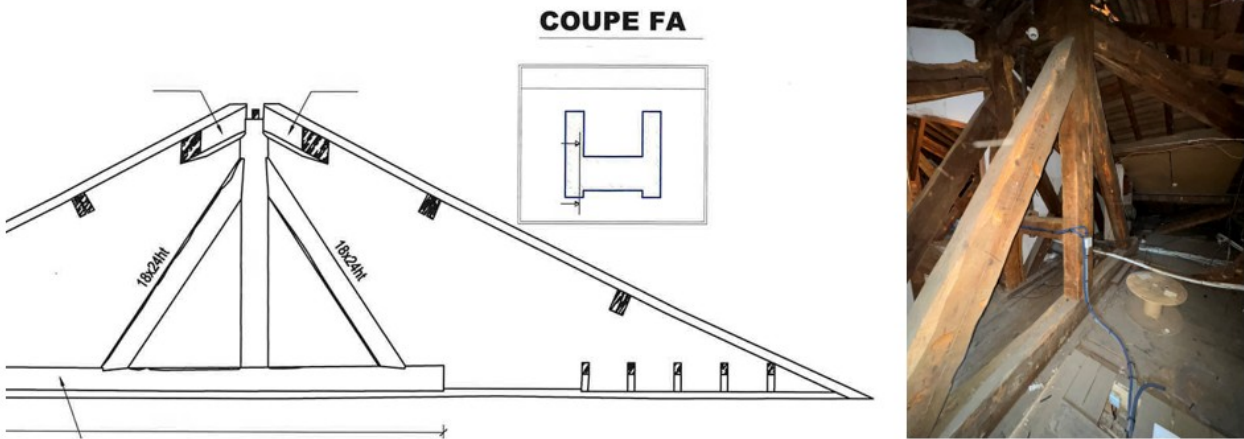


6.1.8 Repère Pièce de bois FA8



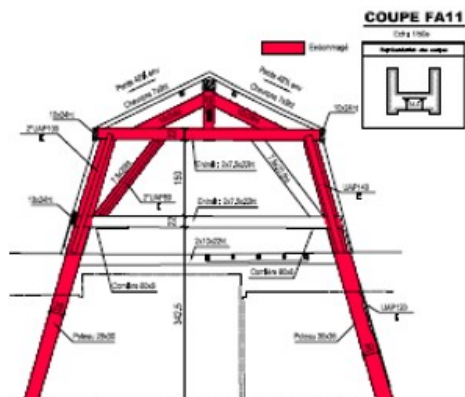
Mode de métré : Ensemble

6.1.9 Repère Pièce de bois FA9/ FA10



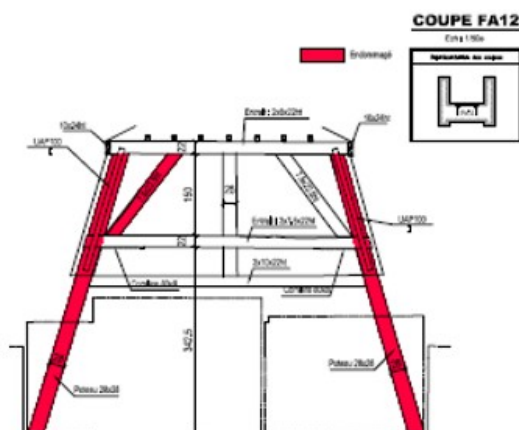
Mode de métré : Ensemble

### 6.1.10 Repère Pièce de bois FA11



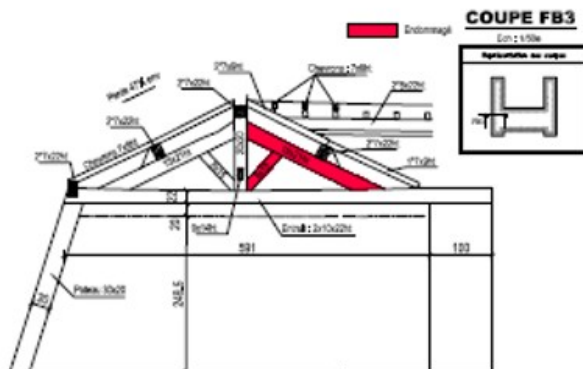
**Mode de métré : Ensemble**

### 6.1.11 Repère Pièce de bois FA12



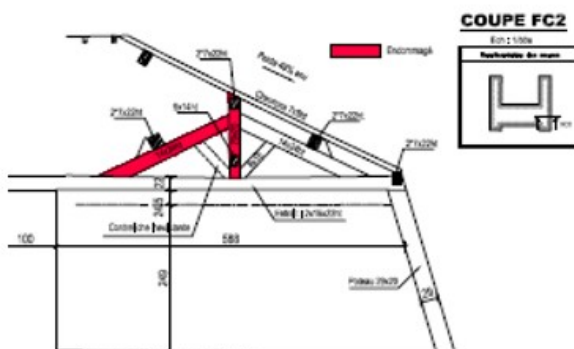
**Mode de métré : Ensemble**

### 6.1.12 Repère Pièce de bois FB3



**Mode de métré : Ensemble**

### 6.1.13 Repère Pièce de bois FC2



**Mode de métré : Ensemble**

#### 6.1.14 Panne BM14x22

Suite aux remplacements de l'ensemble des Pannes intermédiaires 3x8x22Ht par des pannes BM 14x22, l'entreprise titulaire du présent lot aura à sa charge le dégrafage et la fixation des réseaux existants préalablement dégraphé.

**Mode de métré : Ensemble**

### 6.1.15 Dépose/ repose gaine de ventilation

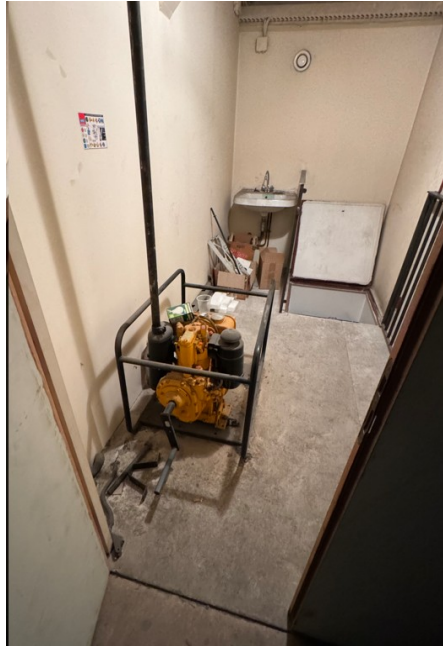
L'entreprise titulaire du présent lot aura à sa charge la pose et la mise en service des gaines de ventilations des combles.

**Mode de métré : Ensemble**



6.1.16 **Dépose et évacuation groupe électrogène**

L'entreprise titulaire du présent lot aura à sa charge la dépose et l'évacuation du groupe électrogène



*Mode de métré : Ensemble*

**7 SSI**

7.1 **Dépose/ repose détection incendie dans les combles**

Suite aux remplacement et renforcement de la charpente, l'entreprise titulaire du présent lot aura à sa charge la dépose des têtes de détection existante, ainsi que la repose afin de pouvoir assurer une surveillance des combles lors des travaux.

Une fois la détection reposée, l'entreprise devra prévoir l'installation de charlotte de protection de détecteur de fumée pendant les travaux dans les combles.

Les charlottes devront être déposées à la fin de chaque journée de travaux.

*Mode de métré : Ensemble*

7.2 **Essais, Mise en service, Formation des utilisateurs**

Mise en service par le constructeur du SSI, essais pour le bon fonctionnement du système, rapport de mise en service à fournir et poser

*Mode de métré : Ensemble*

Bon pour accord, signature, Maître d'Ouvrage

Fait à \_\_\_\_\_

le \_\_\_\_\_

Signature et cachet de l'Entrepreneur